

# ВЗАИМОДЕЙСТВИЕ ЕС И СТРАН СРЕДИЗЕМНОМОРСКОГО БАССЕЙНА В УСЛОВИЯХ КРИЗИСА

---

## SERBIE ET LES PAYS DES BALKANS ENTRE L'UE ET LA RUSSIE DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE

S. Redzepagic, M. Danon, J. Zafiroski

Université de Nice Sophia Antipolis, Nice, France  
*24 avenue des diables bleus 06300 NICE*

Dans cette communication, nous analysons la situation de la Serbie, suite à la crise mondiale, d'abord financière, puis économique, qui s'est propagée des Etats-Unis vers l'Europe, compte tenu du fait que la Serbie, comme plusieurs de ses voisins issus de l'ancienne Yougoslavie, souhaite développer un ensemble de relations économiques, financières et politiques avec les pays de l'Union européenne (UE), Union dans laquelle ils souhaitent entrer dans quelques années.

Cette analyse portera successivement sur les points suivants: les effets sur l'économie serbe de la troisième année de la crise et leurs conséquences sur le processus d'intégration européenne, l'importance de la relance de l'industrie manufacturière et de ses conséquences sur l'emploi et la croissance industrielle, les finances publiques, les prix et les investissements directs étrangers. Nous concluons en analysant les conséquences de ces événements sur le parcours à venir de l'économie serbe en vue de son intégration à l'économie européenne.

**Mots clés:** la crise, la Serbie, l'Union Européenne.

**La troisième année de la crise, les effets sur l'économie et sur les intégrations européennes.** Les défis et les priorités de la politique économique du gouvernement serbe dans le contexte de relance économique, sont les suivants: la stabilité macroéconomique, une relance stable, une croissance dynamique, l'accroissement des exportations et des investissements, la baisse du chômage et la hausse du standard, un développement régional équilibré et un niveau du déficit budgétaire soutenable. Ceci est la réponse du gouvernement serbe à une des questions posées par la Commission Européenne. La crise mondiale a révélé toutes les insuffisances du modèle économique qui était en place depuis l'an 2000. La déficience de ce modèle de croissance est maintenant payée par la plus grave situation économique que la Serbie ait connue depuis le début de la transition. Alors que la croissance était basée sur le secteur des services et sur la production des biens inéchangeables, et alors que la consommation était un «moteur» du développement, un «nouveau» modèle devrait accentuer les exportations et les investissements dans la production des biens exportables. La théorie économique estime que la transition englobe deux générations des réformes — la première où l'on aboutit à la stabilité macroéconomique, et la deuxième dans laquelle on construit des «capacités institutionnelles». Sachant que l'inflation en 2010 a dépassée 10%, que la monnaie serbe (le dinar) a connu une dépréciation de 25% depuis la fin 2008, que le chômage est au voisinage de 20%, que la dette publique en 2010 a augmenté de 10% par rapport à 2009,

nous supposons que la Serbie n'est pas encore passée complètement vers la «seconde» génération des réformes. En revanche, un «saut» vers la période de la «transition mûre» est conditionné par la stabilité macroéconomique, par une croissance équilibrée et par l'accroissement des capacités institutionnelles.

C'est pour cela que la Serbie se trouve dans une position très difficile: les élites doivent à la fois contenter les demandes des électeurs (vu que les élections sont prévues pour 2012), créer la stabilité macroéconomique et mettre les fondements pour un développement soutenable pour l'avenir. Cet ensemble des objectifs est d'autant plus difficile à attendre à cause de la situation économique dans les pays voisins, aussi bien que dans les partenaires commerciaux les plus importants, comme la Russie ou l'Italie. Les défis importants englobent une haute inflation et une dette rapidement croissante, ce qui décrit la structure fragile du modèle de croissance que la Serbie connaissait jusqu'à la crise. Le seul chemin pour sortir de la crise est en même temps celui qui est le plus difficile: la Serbie doit attirer les investissements étrangers dans le secteur de l'industrie manufacturière, de sorte que la part des exportations dans le PIB soit augmentée.

La présente situation ne devrait pas être étudiée seulement dans le cadre de reconfiguration du modèle de croissance. L'habileté d'en sortir aura un effet considérable sur les intégrations européennes. Le questionnaire qui était envoyé au gouvernement serbe par la Commission européenne englobe les questions économiques et politiques. La qualité et le contenu des réponses conçues par les institutions serbes auraient un effet direct sur la rapidité de l'adhésion.

Un certain progrès a été accompli. Par exemple, la loi sur le système budgétaire, qui réglemente les contraintes fiscales, a été promulguée. Strictement appliquée, cette Loi pourrait aider à ce que la Serbie obtient deux avantages: une politique fiscale soutenable et une possibilité de remplir les critères de Maastricht. Cette Loi réglemente aussi la création d'un Conseil fiscale, ce qui est une institution ayant obligation à veiller à ce que les contraintes fiscales soient appliquées.

L'adhésion à l'UE est un résultat de la convergence économique, alors que le plus large fossé entre la moyenne européenne et la Serbie se trouve dans le domaine du chômage et de l'inflation. Un maniement responsable de la politique socio-économique s'inscrit dans la base d'un système économique «européen». La réalité serbe, par contre, est marquée par un taux de chômage très fort et par l'existence d'un vaste nombre des groupes sociaux défavorisés.

Par le tab. 1 nous mettons en évidence la dynamique des variables macroéconomiques en Serbie, dans la période entre 2009 et 2011.

Tableau 1

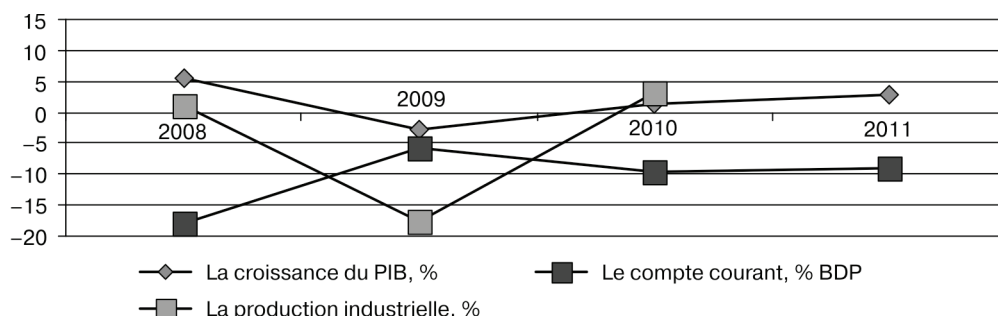
**Les variables macroéconomiques. Période entre 2009 et 2011**

Une variable	2009	2010	2011
La croissance du PIB, %	-2,9	1,5	2,7
PIB, mill. EUR	29,967	29,343	30,3
PIB par tête, EUR	4,093	4,016	4,184
Les prix à la consommation, %	6,6	10,3	9,4
L'inflation de base, %	4,1	8,8	

Une variable	2009	2010	2011
Les exportations, %	-26	10,5	
Les importations, %	-34,7	-0,7	
La production industrielle, %	-17,6	3,2	
Le compte courant, % BDP	-5,7	-9,7	-8,9
Les IDE, % BDP	4,7	3,4	7,3
Le chômage, %	16,6	20	18,8
Les salaires réels, %	-0,1	2	
Les pensions réelles, %	3,3	-4,9	
Les revenus publics, mill des dinars	624,235,2	661,964,6	724,400
Les dépenses publiques, mill des dinars	713,208,3	769,700,2	844,900
Les dépenses moins les revenus	-88,973,1	-107,735,6	-120,500
Le déficit budgétaire, % PIB	-3,3	-3,55	-4,1
La dette publique, % PIB	32	40,7	41,5
La dette externe, % PIB	76,1	81,0	85,7
Le taux d'intérêt	9,50	11,50	12
La parité du dinar contre l'euro	93,01	105,4982	117,00
La parité du dinar contre le dollar	63,59	79,28	83,49

La source: le bureau de statistique de la Serbie, la Banque nationale de la Serbie, le Ministère des finances de la Serbie.

**L'importance de relance de l'industrie manufacturière.** Depuis le début de la crise, le taux de croissance du PIB serbe a été négatif en 2009, alors qu'en 2010 il n'a pas franchi le seuil de 1,5 pourcents. Selon les prévisions, le taux de croissance du PIB en 2011 ne devrait pas dépasser 2,7 pourcents. La chute du PIB en 2009 a été largement influencée par la forte baisse de la production industrielle de 18 pourcents. Alors que la production industrielle a faiblement augmentée en 2009, nous redoutons que ce secteur puisse reprendre la fonction du «moteur» de la croissance économique en Serbie. Les raisons en sont: une faible compétitivité industrielle, un petit afflux des investissements directs étrangers, une relance volatile des partenaires commerciaux, un ensemble des politiques économiques incohérentes. Il faut se rappeler aussi que les barrières administratives sont toujours importantes, ce qui entraîne des effets néfastes pour les investisseurs. Ces derniers sont ainsi encouragés à investir dans le secteur financier ou dans les services. Si un taux de croissance de la production industrielle n'aura pas lieu, la croissance économique pourra de nouveau dépendre de la croissance des secteurs des finances et des services. Dans ce cas, l'économie serbe ne sera plus capable de couvrir le déficit croissant du compte courant. En 2009, il y avait une baisse de ce déficit, à cause de chute des importations, ce qui est plutôt le résultat de l'activité économique ralentie, et d'une demande diminuée. Néanmoins, les exportations serbes dépendent largement des importations, et c'est pour cela que nous attendons à ce que le déficit commercial soit augmenté au cas d'une augmentation de la production industrielle. En revanche, l'expérience des pays en transition démontre que la croissance du secteur industriel mène vers une hausse de sa compétitivité, ce qui implique une hausse de niveau technologique et un taux de croissance des exportations supérieur à celui des importations (fig. 1).

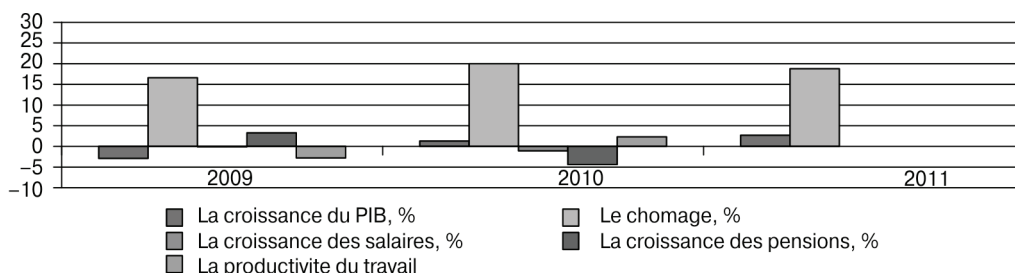


**Fig. 1.** La production industrielle, le PIB et le balance des paiements. Période 2008—2011

La source: le bureau de statistique de la Serbie, la Banque nationale de la Serbie, le Ministère des finances de la Serbie

**L'emploi et la croissance industrielle.** L'effet positif de la croissance industrielle serait transféré dans le domaine du marché du travail. L'industrie a un potentiel de l'absorption plus important que celui du secteur des services. La théorie économique démontre aussi un effet de l'agglomération, qui implique que la croissance industrielle d'un pourcent, devra avoir plus d'importance sur l'accroissement de la demande agrégée que la hausse d'un pourcent des secteurs agricole, commercial ou financier. La demande augmentée suggère une consommation plus importante, et une gamme des produits consommés plus différenciée. La demande ainsi augmentée fait que la croissance industrielle soit répandue aux services liés, comme les services financiers ou commerciaux. Le marché du travail doit être étudié dans cette optique. Comme la crise actuelle en Serbie est partiellement causée par la demande diminuée, nous stipulons que l'augmentation de la demande, générée par une croissance industrielle, devrait avoir un impact sur la hausse de l'emploi.

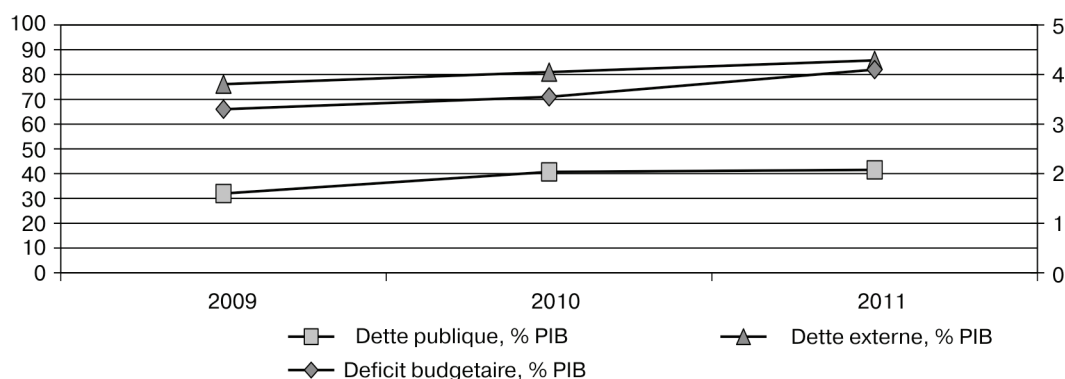
Suivant la chute du PIB et de la production industrielle en 2009, le chômage a grimpé à presque 20 pourcents. Dans l'absence de la croissance industrielle, l'emploi ne peut augmenter que dans le secteur public et le secteur des services, dont les potentiels d'absorption sont faibles. En outre, la hausse du nombre des salariés dans le secteur public, laquelle a été aperçue notamment depuis 2007, entraîne un ensemble des risques pour la compétitivité et pour la stabilité des finances publiques. A cause de la constellation politique, en 2011 nous attendons non seulement une hausse du secteur public, mais aussi une augmentation nominale des pensions et des salaires dans le secteur public (fig. 2).



**Fig. 2.** L'emploi, les salaires, les pensions, la productivité du travail. Période entre 2009—2011

La source: le bureau de statistique de la Serbie, la Banque nationale de la Serbie, le Ministère des finances de la Serbie

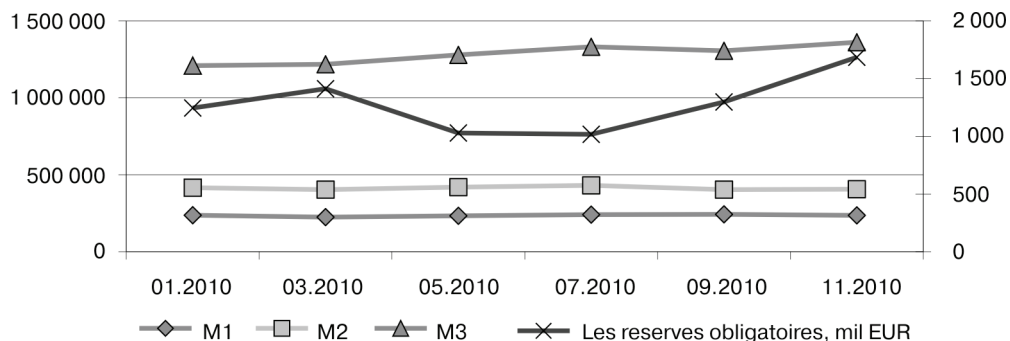
**Les finances publiques.** Dans le contexte du déficit du compte courant, des exportations faibles et de chute de la production industrielle, il y a un risque d'une croissance prolongée de la dette. La dette publique continue à augmenter, alors que le déficit budgétaire prévu pour 2011 a franchi le seuil de 4 pourcent. Les facteurs contribuant à la croissance de la dette et du déficit sont de nature macroéconomique et politique. A cause de la crise, les revenus budgétaires sont modestes, et en même temps, les dépenses augmentent. Aussi, les élections sont traditionnellement une forte source de l'inflation et de l'augmentation de dette en Serbie. Par la fig. 3, nous démontrons la dynamique de la croissance de la dette publique et de la dette extérieure (l'axe gauche) et la dynamique du déficit budgétaire (l'axe droite).



**Fig. 3.** La dette publique, la dette externe. Le déficit budgétaire. Période entre 2009 et 2011

La source: le bureau de statistique de la Serbie, la Banque nationale de la Serbie, le Ministère des finances de la Serbie

**Les prix.** Contrairement aux développements dans le reste de l'Europe, la période de la crise en Serbie a été marquée par l'augmentation de l'inflation. Ce trend est causé par les facteurs internes et externes, dont la dévaluation du dinar et la hausse des prix de la nourriture et du pétrole sont dominants. La racine de la hausse des prix peut être aussi le dynamisme des agrégats monétaires. La fig. 4 démontre la croissance des agrégats M1, M2 et M2 sur l'axe gauche, alors que les réserves obligatoires des banques déposées auprès de la banque centrale sont présentées sur l'axe droite.



**Fig. 4.** La masse monétaire et les réserves obligatoires. Période: 2010

La source: la Banque nationale de la Serbie

Les prix de base, contrôlés par l'Etat, ont augmenté de 9 pourcent, ce qui a donné un fort impulse à la hausse des prix généraux. La banque centrale a souvent utilisé les deux instruments de base — les réserves obligatoires et le taux d'intérêt, et un instrument indirect — les interventions sur le marché des devises. Ces instruments n'ont pas donné des résultats convaincants — ou bien ils ont pu seulement assouplir les pressions inflationnistes très fortes — à cause de quoi la Serbie a connu la plus haute inflation en Europe en 2010. Le haut taux d'intérêt et les réserves obligatoires importantes font que conditions de prêt soient très défavorables, ce qui couplé de la hausse de l'inflation et de la dévaluation du dinar fait baisser le standard et la liquidité des entreprises. A cause des élections prévues pour 2012, nous avons peur que le trend inflationniste puisse continuer en 2011. La banque centrale a promulguée la politique de l'inflation ciblée de  $4,5\% \pm 1,5\%$ . Pourtant, les prix en 2011 ont déjà dépassé le seuil de 5 pourcents, ce qui va sûrement remettre en question la cible d'inflation (fig. 5).

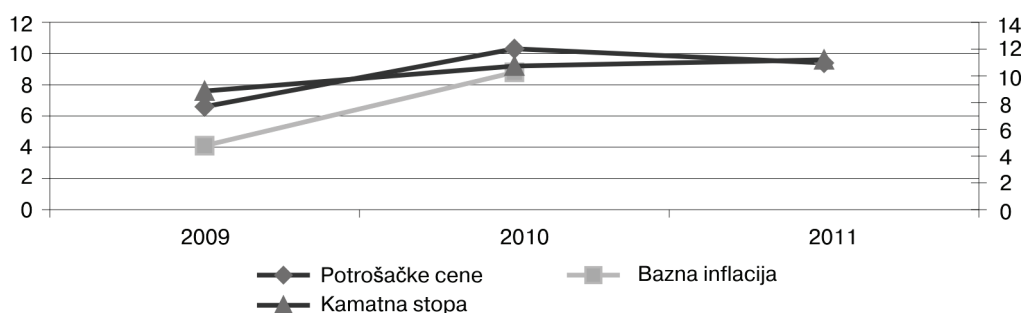


Fig. 5. Les prix en Serbie. Période 2009—2011

La source: le Ministère des finances de la Serbie

**Les investissements directs étrangers (IDE).** Les IDE en 2009 et en 2010 ont connu une forte chute. Ce résultat est causé par le dynamisme macroéconomique très négatif dans cette période, mais aussi par une détérioration (ou stagnation) de la situation économique générale en Serbie. Selon l'étude de «Doing business», créée par la Banque mondiale, la Serbie est 89<sup>ième</sup> du classement, alors que selon l'étude «Les libertés économiques dans le monde», créée par le «Heritage foundation», la Serbie est au 101<sup>ième</sup> rang. La corruption représente un grand problème, et suivant l'indice de la perception de la corruption, créé par le «Transparency international», la Serbie occupe 78<sup>ième</sup> place. La stagnation serbe sur ces listes indique effectivement une chute relative, car les pays avec lesquels la Serbie est en compétition pour attirer les IDE, comme la Roumanie ou la Croatie, connaissent une hausse plus importante sur toutes les listes considérées.

Un autre problème c'est que la part des investissements «greenfield» était faible depuis le début de la transition. C'est un résultat de la corruption élevée, de l'instabilité macroéconomique, des droits de propriété contestables. La corruption et la «mauvaise gouvernance» entraînent au moins trois conséquences. Non seulement que la haute corruption fait diminuer l'importance des IDE, mais elle fait aussi que ces investissements soient d'un niveau technologique plus faible. La deuxième implication majeure c'est que la corruption couplée des droits de propriété et de construction insécurisés, représente une barrière signifiante pour des petits et moyens investisseurs. Le troisième effet de la corruption élevée en Serbie fait que la quantité totale des investissements n'est accueilli

que dans un nombre limité des centres administratifs, tels comme Novi Sad et Belgrade. A cause de ces raisons, un élargissement continu des écarts régionaux est probable.

**Les intégrations européennes.** Les progrès dans l'intégration européenne dans la période entre 2008 et 2011 coïncide avec le ralentissement économique en Europe. Depuis janvier 2009, la Serbie a commencé sa mise en œuvre unilatérale de l'Accord de stabilisation et d'association (ASS) avec l'Union européenne, tandis que la même année elle a officiellement soumis sa candidature pour l'adhésion à l'UE. Pour que l'ASS soit activé, il doit être ratifié par tous les 27 pays membres de l'UE, dont 17 l'ont fait jusqu'ici. Une contrainte supplémentaire est la «fatigue d'absorption» des pays membres de l'Union européenne, représenté par la réticence de l'UE de continuer à se propager sans réformes structurels.

En outre, les crises de la dette publique peuvent ralentir l'entrée de la Serbie dans l'Union européenne, en raison de la pression financière croissante sur les membres les plus riches. La zone euro est chargée avec des difficultés des certains pays — le Portugal, la Grèce, l'Irlande — de répondre aux critères de convergence relatifs à la dette publique et au déficit budgétaire. Pour cette raison, les principaux pays de la zone euro — la France et l'Allemagne — ont l'obligation d'aider les membres plus «pauvres». Par contre, comme la relance économique en Europe reste anémique, les membres se sont mis d'accord de lancer un stimulus financier ambitieux. Ce stimulus couplé de l'aide à des membres «pauvres» de la zone euro, représente un lourd fardeau pour toute l'UE.

La Serbie pourrait souffrir d'au moins deux conséquences de ce développement. La première est que la Serbie peut anticiper moins d'IDE dans la période à venir. La seconde est que les faiblesses intérieures de l'UE repousseront la date de l'adhésion de la Serbie, et en ce faisant, écarter ce pays des fonds de préadhésion. Par ailleurs, le ralentissement de l'accession de la Serbie peut avoir des graves conséquences politiques et économiques, d'un côté à cause de moindre aide de l'UE, et de l'autre côté à cause d'une restructuration institutionnelle freinée.

## **СЕРБИЯ И СТРАНЫ БАЛКАНСКОГО ПОЛУОСТРОВА В КОНТЕКСТЕ КРИЗИСА**

**С. Редзепажик, М. Данон, Й. Зафировски**

Университет Ниццы София Антиполис

*Кампус Сан-Анжели 1, ул. Дьябль Бле, 24, Ницца, Франция, 06300*

В данной статье проводится анализ ситуации в Сербии в результате влияния мирового финансово-экономического кризиса, который зародился в США и распространился на страны Европы. Необходимо учитывать тот факт, что Сербия, как и другие страны Восточной Европы, намерена развивать экономические, финансовые и политические отношения со странами Европейского союза (ЕС), в который Сербия намерена вступить в течение ближайших лет.

В статье последовательно анализируются следующие вопросы: воздействие мирового кризиса на экономику Сербии, его последствия для процесса европейской интеграции, важность развития промышленного производства и его влияние на уровень занятости в стране и на уровень и темпы промышленного роста, на государственные финансы, уровень цен и масштабы прямых иностранных инвестиций.

**Ключевые слова:** кризис, Сербия, Европейский Союз.